

[livreshebdo.fr](https://www.livreshebdo.fr)

RNL 2026 : un plan d'action pour renforcer la librairie indépendante - Livres Hebdo

Par Éric Dupuy

10–12 minutes

Au lendemain d'une première journée largement [consacrée aux équilibres économiques](#) du secteur, les 8^e Rencontres nationales de la librairie ont changé de focale. Ce lundi 8 juin, les débats ont davantage porté sur les transformations profondes appelées à redessiner les contours du métier pour en assurer la pérennité et répondre aux attentes des lecteurs de demain.

Lire aussi : [Les Rencontres nationales de la librairie 2026 en images](#)

Un premier enseignement, issu de la 4^e étude de l'ObSoCo menée auprès de 4 000 personnes âgées de 18 à 75 ans représentatives de la population française, s'est voulu rassurant : le public continue de manifester un attachement profond à la librairie indépendante. De fait, 39 % des acheteurs de livres s'y déclarent fidèles. Mais ce socle ne saurait masquer l'ampleur du défi : convaincre les 61 % restants, davantage enclins à se tourner vers les grandes surfaces, spécialisées ou non. Sans oublier les non-acheteurs de livres, qui représentent

encore 33 % de l'échantillon.

Un attachement persistant à la librairie indépendante

Il faut dire que même chez les clients des librairies indépendantes, les habitudes ont évolué, les parcours d'achat se diversifiant au gré de la multiplication des canaux de distribution. Ainsi, 46 % d'entre eux fréquentent également les grandes surfaces, tandis que 32 % déclarent acheter en ligne, séduits par l'ampleur de l'offre et la commodité des services de livraison.

Derrière une moyenne plutôt enthousiasmante de 7,9 livres lus chaque année par les clients comme non-clients des librairies indépendantes, se cachent également de fortes disparités. Les gros lecteurs (plus de 20 livres par an) représentent 20 % des clients des librairies indépendantes. Mais 12 % des non-clients de librairie indépendante (ils achètent leurs livres ailleurs) sont également de gros lecteurs. Par ailleurs, une majorité de petits lecteurs, soit les deux tiers du panel interrogé, plafonnent à 2,3 livres par an en moyenne.

Surtout, le temps consacré à la lecture recule. Selon l'étude, 24 % des personnes interrogées déclarent lire moins, au profit notamment des réseaux sociaux. « *La lecture est très fortement concurrencée sur la captation du temps d'attention disponible* », a analysé **Philippe Moati**, professeur d'économie à l'Université de Paris et cofondateur de l'ObSoCo.

S'adapter malgré le recul de la lecture et un pouvoir d'achat en tension

Dans ce contexte, la fuite des non-clients et des petits

acheteurs, « *qui ont perdu le goût de la lecture* », vers le statut de non-acheteurs inquiète. Philippe Moati a pointé deux causes majeures : « *Un recul de l'intérêt pour la lecture ainsi qu'un pouvoir d'achat qui se porte mal* ». À cela s'ajoutent des freins persistants vis-à-vis de la librairie indépendante : 43 % des clients et 55 % des non-clients estiment que les prix y sont moins compétitifs. Preuve que l'idée d'un livre plus cher en librairie reste solidement ancrée.



L'étude de l'ObSoCo a également montré que le taux de pénétration d'Internet, notamment Amazon, a drastiquement chuté. Un effet favorable de la loi Darcos.- Photo OLIVIER DION

Pour télécharger ce document, vous devez d'abord acheter l'article correspondant.

Faute de leviers pour conquérir les non-acheteurs, le chercheur a néanmoins invité les libraires à « *lutter contre la notion d'avantage compétitif que les clients et non-clients perçoivent dans les autres circuits* », tout en cherchant à accroître les ventes auprès de leur clientèle existante.

À ce titre, plusieurs pistes se dessinent : rappeler l'existence de

la loi sur le prix unique du livre, promouvoir les remises de 5 % encore trop peu systématiques, diversifier l'offre en développant notamment le marché de l'occasion, renforcer la fidélisation à travers des dispositifs inspirés des abonnements premium, ou encore affiner l'adéquation de l'offre aux attentes des lecteurs.

Ces réflexions s'inscrivent dans une évolution plus large du rôle du libraire, désormais perçu comme un vecteur de lien social, un garant culturel et un acteur territorial. Mais cette mutation ne pourra aboutir sans une amélioration des conditions commerciales, comme l'a rappelé le Syndicat de la librairie française (SLF). « *Nous ne savons plus comment vous convaincre de l'urgence de nos enjeux* », a lancé sa présidente, **Alexandra Charroin Spangenberg**, à destination des éditeurs.

« *On porte les mêmes messages depuis 20 ans, mais nous n'arrivons pas à nous adresser aux personnes qui appuient sur le bouton. Quels éditeurs auront le courage de prendre une décision forte ?* », a rejoint la vice-présidente **Amanda Spiegel** devant un parterre de représentants de la filière de la diffusion-distribution. Qui ont glissé leurs **suggestions** pour que les libraires améliorent leurs marges...

Investir acteurs du livre et pouvoirs publics

De meilleures marges permettraient pourtant aux libraires d'investir dans le développement d'activités complémentaires mais essentielles à leur activité quotidienne, telles que l'animation, la diversification des services, l'amélioration des espaces de vente ou encore la montée en compétences des équipes.

Sur ces sujets, les libraires ne s'estiment pas suffisamment entendus, tant par les autres acteurs de la chaîne du livre que

par les pouvoirs publics. « *Les éditeurs doivent défendre le prix unique du livre, pilier sans lequel nous nous effondrerons face à concurrence. Il est la première digue : si elle saute, les libraires et tout ce qui a été réalisé pour la filière mourra* », a alerté l'ancienne présidente du SLF **Anne Martelle**, appelant à un accompagnement « *politique et financier* ».

Également présente mais discrète lors de ces rencontres, la ministre de la Culture **Catherine Pégard** s'est contentée d'un passage éclair, ce lundi 8 juin, assistant à une table ronde sans souhaiter s'exprimer publiquement. Du côté du ministère des petites et moyennes entreprises, une représentante a également été dépêchée par **Serge Papin**.

Lors d'une table ronde consacrée à l'avenir des politiques publiques du livre, à laquelle ont notamment participé les sénatrices **Laure Darcos** et **Sylvie Robert**, un certain nombre de propositions ont fusé. Exonérations de charges sociales, taxation des grands opérateurs de la filière, renforcement des mesures anti-concentration... Autant de pistes évoquées en amont ou pendant la grand'messe des libraires, pour soutenir durablement le secteur.

Un plan massif pour la librairie ?

À l'échelle territoriale, **Guillaume Robic**, conseiller régional de Bretagne et président de Livres et lecture en Bretagne, a souligné l'importance des politiques locales. Dans une région au maillage de librairies particulièrement dense, « *le soutien au pouvoir d'achat* » et la « *redynamisation des centres-villes via des outils d'urbanisme et des outils économiques* » ont été déterminants pour lutter contre la désertification commerciale.





« Je pense qu'en des moments comme ceux que nous vivons, l'ensemble des acteurs de la filière doit être solidaire », a plaidé la sénatrice Sylvie Robert.- Photo OLIVIER DION

Pour télécharger ce document, vous devez d'abord acheter l'article correspondant.

« Les DRAC peuvent aussi aider la librairie à hauteur de 20 % de son chiffre d'affaires dès lors qu'elle a deux à trois ans d'existence », a rappelé Laure Darcos, évoquant l'autre angle de la loi qui porte son nom et permet aux communes et aux intercommunalités d'attribuer des subventions aux librairies indépendantes. La veille, une étude sur les librairies en ruralité a d'ailleurs montré que seulement 6 % du panel de librairies interrogées avaient demandé une aide à leur commune.

Du côté du Centre national du livre, sa présidente **Régine Hatchondo** a plaidé pour « un plan massif pour la lecture, un plan renforcé pour les librairies », tout en faisant valoir l'importance de « résoudre le préjudice subi par les éditeurs et les auteurs sur l'offre d'occasion ». Si elle a également confirmé qu'une contribution des grands acteurs de la filière est à l'étude, la présidente du CNL a évoqué un ciblage des grandes plateformes numériques.

Sensibiliser les élus aux enjeux du secteur

Toujours est-il que pour peser davantage, la filière sait qu'elle doit parler d'une seule voix. « *Nous sommes moins audibles, moins présents sur la scène publique, ce qui nous fait gagner moins de combats sur les questions de baisses budgétaires* », a regretté **Sophie Noël**, présidente de la FILL. Une analyse partagée par Anne Martelle : « *J'aimerais vous voir vous unir pour faire de la formation pédagogique, du lobbying auprès des sénateurs et des députés, pour que la nouvelle loi de finances ne passe pas le livre à la moulinette* ».

Un enjeu dont s'est déjà saisi le CNL, prévoyant à la suite d'une rencontre avec les DRAC de transmettre des kits pédagogiques aux élus pour les sensibiliser davantage aux enjeux du secteur. Autre préoccupation majeure : la question des loyers. « *La hausse est absolument colossale. Chez nous, ça représente deux semaines d'activité en plus dans l'année* », a témoigné un libraire des Temps sauvages à Tours, suggérant un meilleur encadrement de la part des autorités locales.

Enfin, plusieurs intervenants ont insisté sur la nécessité de faire reconnaître pleinement la librairie comme un service d'intérêt public. « *Cela peut être une porte d'entrée pour permettre aux collectivités d'être actives en dehors de l'argument économique* », a insisté Guillaume Robic. Une manière de rappeler que, bien au-delà de la vente de livres, la librairie s'affirme de plus en plus comme un pilier majeur du tissu social et culturel des territoires.

Lire aussi :

- [Liquidation de Ziegler : la loi « Gayssot » expose 350 librairies à de nouvelles factures](#)

- [RNL 2026 : le SLF appelle à accélérer l'amélioration des conditions commerciales](#)
- [Aux RNL 2026, la librairie face à ses fractures : inquiétudes, tensions et appel au sursaut collectif](#)
- [En ruralité, les librairies jouent une mission de « quasi-service public »](#)
- [Aux Rencontres nationales de la librairie, la surproduction en question](#)
- [RNL 2026 : la situation économique et financière « très fragilisée » des librairies selon Xerfi](#)